

LES POLITISTES ET LE MICROSCOPE

PAR

Frédéric SAWICKI

*Professeur de science politique
Centre de recherches administratives, politiques et sociales (ESA CNRS)
Université de Lille 2*

“L'idée de la simplicité du niveau microscopique, nous ne pouvons plus [la] prendre au sérieux ; les particules élémentaires ne sont pas simples, pas plus que le monde des étoiles. Les seuls objets dont le comportement soit vraiment simple appartiennent à notre monde, à notre échelle macroscopique ; ce sont les premiers objets de la science newtonienne, les planètes, les corps graves, les pendules. La science classique avait soigneusement choisi ses objets dans ce niveau intermédiaire ; nous savons maintenant que cette simplicité n'est pas la marque du fondamental, et qu'elle ne peut être attribuée au reste du monde”.

Ilya Prigogine et Isabelle Stengers (1986, 1ère éd. 1979, p. 295).

Lorsque l'on feuillette les grandes revues de science politique ou qu'on en consulte simplement les sommaires tels qu'ils nous sont par exemple donnés à lire depuis quelques années dans la *Revue française de science politique*, force est de constater que relativement peu d'articles adoptent une méthode de recherche résolument microscopique, c'est-à-dire s'appuyant principalement sur une ou quelques études de cas localisées et intensives ou sur l'examen d'un nombre restreint d'acteurs, de petits groupes ou de situations, à partir d'entretiens ou d'observations directes. La plupart adoptent une posture surplombante reposant pour l'essentiel sur des données macroscopiques, qu'elles soient statistiques, historiques, organisationnelles ou institutionnelles. Même si le recours à des données dites alors “qualitatives” ponctue dans certains cas

l'analyse et si des évolutions sont perceptibles¹, le recours aux outils microscopiques reste marginal et peu légitime — et partant peu assumé — en science politique par rapport aux autres sciences sociales.

Si l'on s'en tient à la science politique française — sur ce point pas si éloignée de la science politique *mainstream* —, on constate, par exemple, qu'à rebours de la sociologie ou de l'histoire, elle utilise très peu la biographie (*Politix*, 1994), recourt de moins en moins à la monographie locale (Briquet et Sawicki, 1989 ; Mabileau, 1993), ne s'intéresse guère à la description des interactions politiques par le biais de l'observation participante ou de l'analyse de réseaux, et ne fait pas si souvent appel qu'on le croit parfois — sans doute en raison de quelques belles exceptions — aux techniques d'entretiens approfondis et contextualisés. Il est peu étonnant dans ces circonstances que les sociologues, anthropologues, géographes, mais aussi psychosociologues ou spécialistes de communication aient eu tendance à s'engouffrer dans cette brèche. L'objectif n'est pas ici d'analyser les raisons du mépris relatif pour ces méthodes, encore qu'une telle réflexion serait révélatrice de l'"inconscient" de notre discipline. Disons simplement que ce dédain ou, au mieux, cette incompréhension, ont bien sûr à voir avec la manière dont se sont constituées les frontières institutionnelles et intellectuelles de la science politique. Ils tiennent notamment à l'héritage conjoint des modes de penser juridique et behavioriste. Du premier, la science politique tire son penchant pour les perspectives globalisantes et stato-centrées, les grandes classifications, l'approche universaliste et dépersonnalisée des institutions, les schémas causaux linéaires ; du second provient sa prédilection pour le langage des variables et les données agrégées, son peu de goût pour l'histoire et pour ce que les sociologues de l'École de Chicago appelaient "l'étude de terrain", autrement dit pour tout ce qui conduit à contextualiser spatialement et temporellement les comportements politiques.

En prenant appui sur les acquis récents de l'histoire, de la sociologie et de l'anthropologie et sur les débats méthodologiques qui s'y sont déroulés à propos de la relation entre le "micro" et le "macro", nous voudrions, dans cette trop courte synthèse, inciter les apprentis-politistes à être plus nombreux à utiliser le microscope et les décomplexer par rapport à certaines critiques entendues ici ou là qui font l'amalgame entre "petit terrain" et "petit objet" comme s'il existait une petite et une grande politique². En revenant ensuite sur

1. C'est par exemple le cas en politique comparée, l'un des domaines les plus marqués par les perspectives macroscopiques et macrologiques. Dans une synthèse récente, Peter Mair (1996) note que ses cadres d'analyse ont évolué, notamment sous l'influence de la sociologie historique ; ils sont de plus en plus restreints spatialement (nombre limité de cas, centrément sur des régions géographiques précises) et théoriquement (concepts moins universels, théorisations moins généralisantes). Selon lui, c'est ce changement de focale qui a conduit à redécouvrir le rôle des institutions. Sur ce point voir aussi les réflexions critiques de David Collier qui ont le mérite de dépasser largement le cadre de l'analyse comparative internationale (1993).

2. Cette tendance s'est renforcée ces dernières années avec la multiplication des dénonciations du provincialisme de la science politique française dont *Palaestra*, le bulletin de l'Association française des enseignants-chercheurs en science politique, s'est notamment

notre propre expérience de recherche, nous nous efforcerons de cerner plus particulièrement les conditions de validité scientifique d'une analyse de type localisé, en proposant notamment de recourir à la comparaison pour éviter les pièges inversés classiques de la régression vers la singularité et de la généralisation abusive qui guettent tout chercheur n'étudiant qu'un seul cas.

I - "MICRO" / "MACRO" : UNE NÉCESSAIRE CLARIFICATION NOTIONNELLE

Pour lever toute ambiguïté, précisons d'emblée que la prédilection de beaucoup de politistes pour les méthodes macroscopiques ne veut pas dire que ceux-ci ne s'intéressent qu'au niveau macrologique. Il convient en effet de bien dissocier le niveau de la construction théorique des problèmes (ce qu'on cherche à expliquer et/ou comprendre, autrement dit l'objet de la recherche) et le niveau de la démarche empirique (la méthode et le terrain de la recherche).

Sur le plan théorique, on peut définir l'approche micrologique comme celle qui s'intéresse *prioritairement* aux régularités ou aux logiques qui sous-tendent certains comportements individuels et interindividuels (interactions, communication, relations de pouvoir, modes de sociabilité...), et l'approche macrologique comme celle qui s'attache d'abord aux régularités et aux structures sociales. Mohamed Cherkaoui a tenté récemment d'éclaircir cette distinction et de l'exemplifier. Selon lui, "*voter pour un parti politique, consommer tel bien plutôt que tel autre, adopter telle attitude, opérer un choix économique ou social sont des exemples du premier type. Rendre compte du degré d'hétérogénéité dans une société (e.g. la mixité du mariage entre des groupes ethniques ou religieux), de l'existence et de l'intensité de la coopération ou du conflit dans une organisation, de l'intégration et de la différenciation, de l'équilibre ou des déséquilibres macroscopiques sont des phénomènes qui relèvent du deuxième type*" (Cherkaoui, 1997, p. 504). Cette opposition entre un niveau d'étude systémique et un niveau d'étude centré sur les comportements individuels, mais aussi — ce qu'oublie M. Cherkaoui — sur les interactions³, a un caractère essentiellement idéaltypique. Si, comme on le verra, elle n'a pas

(suite note 2) fait l'écho. Ces dénonciations recouvrent pêle-mêle la trop faible présence des politistes français dans les réseaux internationaux et les universités étrangères, la méconnaissance de la littérature scientifique en langue anglaise et l'absence de perspective comparative de la plupart des thèses de sociologie politique soutenues dans l'hexagone. Si les deux premières critiques sont acceptables — à condition de ne pas oublier que l'ouverture intellectuelle d'une discipline passe aussi par son attention aux disciplines voisines —, la troisième réduit abusivement la comparaison à la seule dimension internationale et accreditte l'idée que l'unité de référence de la science politique reste pour l'essentiel l'État-nation, ce qui nous paraît bien réducteur.

3. Peter Blau va jusqu'à considérer que la microsociologie se définit par "*l'étude des processus sociaux qui engendrent les relations entre personnes*" et par celle des "*dynamiques internes des relations sociales*" (Blau, 1988, pp. 71-72).

la netteté qui lui est parfois prêtée, elle n'en a pas moins pour mérite de mieux circonscrire les conditions de validation des théories, explications ou interprétations proposées, en soulignant la spécificité des modalités de construction de l'objet propre à chacune de ces deux grandes formes de problématisation. Comme le remarquent fort justement Jeffrey Alexander et Bernhard Giesen, "*le problème micro-macro transcende les frontières paradigmatiques*" (1988, p. 1) et ne saurait se réduire aux dichotomies traditionnelles entre holisme et individualisme ou entre action et ordre social.

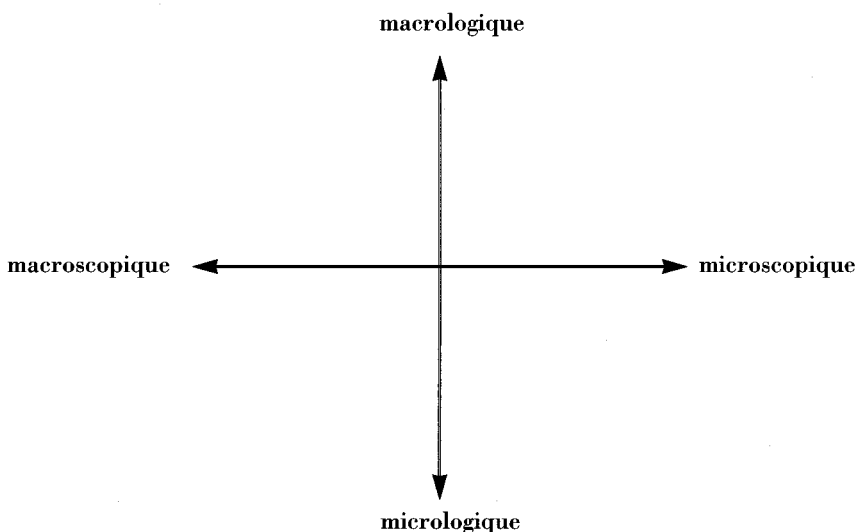
Dans le même esprit, il nous semble pédagogiquement utile de distinguer sur le plan méthodologique les études microscopiques, qui privilégient l'étude intensive d'un nombre limité de cas — le fameux "*many variables, small N*" des comparatistes américains —, et les études macroscopiques, qui portent généralement sur un nombre réduit de variables mais sur un grand nombre de cas, ainsi que l'illustrent de manière topique les vastes enquêtes par questionnaire (Ragin, 1992). La notion d'"étude de cas" est certes ambiguë puisqu'elle va jusqu'à renvoyer chez les spécialistes de politique comparée à l'analyse d'un seul État sous un angle plus ou moins précis (Lijphart, 1971). Si une partie des problèmes épistémologiques qui se posent alors n'est pas sans parenté avec des approches beaucoup plus restreintes dans l'espace et dans le temps (Ragin et Becker, 1992), on se bornera ici, afin d'éviter toute confusion, à entendre par microscopiques les études de cas s'appuyant sur une "description dense" (Geertz, 1973) d'un nombre très limité d'individus, de situations, d'institutions, de mobilisations ou d'organisations.

En croisant les plans théorique et méthodologique, il est ainsi loisible de classer les recherches en sciences sociales selon leur proximité par rapport à quatre grands pôles. Ce "tableau de pensée" est incontestablement plus apte à permettre un positionnement des recherches concrètes selon leur orientation dominante qu'à classer les théories sociologiques générales actuelles qui, de plus en plus, s'efforcent de penser de manière articulée les niveaux micro et macrologique et combinent pour ce faire des données de divers ordres. Par-delà leurs différences, c'est par exemple ce qui rassemble les théories des champs et l'*habitus* de Pierre Bourdieu, de la traduction de Michel Callon et Bruno Latour, des effets pervers de Raymond Boudon ou encore le modèle des économies de la grandeur de Luc Boltanski et Laurent Thévenot ou la théorie de la structuration d'Anthony Giddens⁴. Niklas Luhmann (1979) lui-même, souvent présenté comme le parangon du néo-fonctionnalisme, explique l'existence des systèmes sociaux micrologiquement par le besoin des individus de réduire la complexité du monde social. Certains ont évoqué un niveau "mésos" pour rendre compte de ces nouvelles perspectives théoriques (Knorr-Cetina et

4. Les travaux de ces auteurs sont désormais suffisamment connus pour ne pas avoir à être cités. D'autres sociologues soucieux d'articuler le macro et le micrologique pourraient être ajoutés à cette liste, à commencer par ces précurseurs que sont Max Weber, Georg Simmel, Maurice Halbwachs et Norbert Elias. Pour plus de précisions concernant l'histoire de ce débat en sociologie, on se reportera à la synthèse d'Alexander et Giesen (1987).

Cicourel, 1981). En effet, si hier le fonctionnalisme, le matérialisme historique, voire le structuralisme se situaient plutôt du côté du pôle “macrologique / macroscopique”, la sociologie des organisations naissante du côté du pôle “macrologique / microscopique”, l’individualisme méthodologique du côté du pôle “micrologique / macroscopique” et l’interactionnisme symbolique et l’ethnométhodologie du côté du pôle “micrologique / microscopique”, les choses sont sans conteste aujourd’hui moins nettes. Il n’en reste pas moins, qu’à la différence des théories générales, beaucoup de recherches empiriques et de théories historiques ou à moyenne portée continuent, nous semble-t-il, de se caractériser par une orientation dominante⁵ comme les exemples suivants, choisis exclusivement dans le domaine des sciences sociales du politique, en convaincront peut-être le lecteur.

II - MODE D'INVESTIGATION ET MODE D'ANALYSE DANS LES SCIENCES SOCIALES



5. Bernard Lahire remarque également qu’en sociologie “l’échelle de contextualisation” (i.e. le niveau d’observation) “semble, malgré le métissage des méthodes, encore résister à la variation. Même quand il combine différentes méthodes entre elles, le chercheur confère bien souvent un privilège particulier à certaines d’entre elles et, du même coup, à une échelle particulière d’observation” (1998, p. 253). Les formes d’identification et de reconnaissance des chercheurs dans le milieu scientifique en fonction de leur orientation théorique dissuadent, selon lui, ces derniers d’“opérer des déplacements ou des transformations de leurs langages de description et d’analyse” (p. 252).

À l'espace nord-ouest de ce schéma ("macrologique / macroscopique"), qui doit être lu, rappelons le, comme un continuum, on peut rattacher, pour s'en tenir à des exemples "classiques" et bien connus de tous, la théorie du système politique de David Easton (1974) ; la théorie des crises politiques comme "conjoncture fluide" générée par un processus de déssectorisation de Michel Dobry (1986) ; la théorie du nationalisme comme produit dérivé de l'industrialisation d'Ernest Gellner (1989) ; ou encore la théorie des révolutions sociales comme résultats d'un défi militaire externe et d'une aristocratie agraire alliée à l'État et opposée à la modernisation de Theda Skocpol (1985). Ce type de théories, fort différentes par ailleurs, y compris dans leur rapport au matériel empirique, s'appuie le plus souvent sur la comparaison, rarement systématique et parfois implicite, de différents cas ; elles se situent clairement au niveau de l'étude des structures sociales, même si elles s'intéressent aux changements qui les affectent, et affichent généralement une ambition nomologique.

Du côté du second pôle ("macrologique / microscopique"), il est possible de situer, par exemple, la théorie des mouvements sociaux d'Alain Touraine, lequel trouve dans l'étude approfondie de quelques micro-mobilisations (mai 68, mouvement occitan, luttes anti-nucléaire) la confirmation de son hypothèse d'émergence d'une nouvelle forme de conflictualité sociale qu'il nomme "*système d'action historique*" et partant d'un nouveau type de société dite programmée ou postindustrielle⁶. La théorie éliassienne de la genèse de l'État, qui s'efforce de rendre compte de la formation de cette structure contraignante par l'observation fine d'un cas particulier (le royaume de France) dans des "configurations" très précises (les luttes féodales des XI^e-XII^e siècles, la cour de Louis XIV) (Elias, 1975) ou encore la "théorie"⁷ du pouvoir de Michel Foucault fondée sur l'étude "généalogique" d'un nombre restreint d'institutions, notamment l'hôpital psychiatrique, la prison et les règles qui régissent les relations sexuelles (Foucault, 1976), s'apparentent également à ce type de démarche fondé sur la comparaison d'un nombre réduit de cas analysés en profondeur et choisis pour leur caractère typique.

Au troisième pôle ("micrologique / macroscopique") peuvent être rattachées toutes les enquêtes fondées sur un échantillonnage d'individus et le croisement de variables, dont le questionnaire est souvent l'instrument privilégié. Ainsi Daniel Gaxie (1978) explique-t-il l'intérêt et la compétence pour la politique par l'existence d'un sentiment subjectif d'autorité et d'obligation lui-même étroitement dépendant du niveau d'études, de l'âge et du sexe. De même, c'est en recourant à la batterie des indicateurs des enquêtes dites "euro-baromètres" concernant les attitudes et les valeurs des Européens que Ronald Inglehart

6. Parmi l'abondante œuvre d'Alain Touraine et de son équipe, on retiendra, pour ce qui nous concerne ici, *La voix et le regard* (1978) et *La prophétie anti-nucléaire* (1980).

7. Les guillemets s'imposent ici puisque pour Foucault il s'agit moins d'"*avancer vers une «théorie» que vers une «analytique» du pouvoir* : [c'est-à-dire] *vers la définition du domaine spécifique que forment les relations de pouvoir et la détermination des instruments qui permettent de l'analyser*" (1976, p. 109).

(1993) diagnostique la “transition culturelle” radicale quoique silencieuse de nos sociétés, laquelle amène un nombre croissant d’individus à privilégier les valeurs post-matérielles. Comme pour la plupart des études portant sur les comportements politiques, le but n’est pas de rendre compte de chaque cas individuel ou des exceptions à la règle générale, mais de cerner des propensions ou des probabilités d’adopter telle attitude à partir d’un nombre circonscrit de variables dont le poids respectif est soigneusement mesuré.

Remarquons toutefois que les théories micrologiques à base macroscopique ne reposent pas nécessairement sur l’instrumentation statistique. L’interprétation que fait par exemple Philippe Braud (1980) du suffrage universel comme vecteur d’intégration à la communauté nationale vise à rendre compte des logiques individuelles de participation au scrutin en les déduisant de modèles psychologiques abstraits élaborés par la psychanalyse à propos d’autres objets. Le raisonnement abstrait fondé sur une théorie particulière de l’action autorise dans ce cas le chercheur, comme dans les modèles reposant sur une conception utilitariste de l’action, à expliquer par agrégation un phénomène social donné. Ce faisant, les recherches de type “micrologique / macroscopique” prétendent souvent éclairer les caractéristiques systémiques ou structurelles de nos sociétés (la domination politique dans les sociétés démocratiques modernes, l’émergence de nouveaux enjeux et forces politiques, la permanence de la ritualisation de la politique dans les différents exemples évoqués). Sans remettre en cause la légitimité d’une telle ambition, on se contentera de remarquer que c’est parfois au risque d’une sur-interprétation. Il ne nous semble, par exemple, pas possible de déduire des seules données concernant l’“exclusion” objective et subjective — relative selon les périodes et les lieux — du champ politique des individus dépourvus de capital culturel, le fait que les décisions politiques se prennent toujours dans l’intérêt des groupes qui y sont directement représentés et contre ceux qui en sont exclus.

Enfin, du quatrième pôle (“micrologique / microscopique”), le moins fourni en science politique jusqu’à il y a peu, peuvent être rapprochés les travaux étudiant les déterminants de l’engagement et/ou des croyances d’une personne ou d’un petit groupe (e. g. Peneff, 1979 ; Muxel, 1986 ; Donegani, 1993 ; Berlivet et Sawicki, 1994 ; Loiseau, 1996), les logiques locales des mobilisations partisans — à l’instar de Jean-Noël Retière (1994) qui montre l’importance des liens de parenté dans l’adhésion au communisme lanestérien —, des mouvements sociaux (Morris et McClurg Mueller, 1992) et du travail politique (e. g. Lagroye, 1973 ; Abélès, 1989 et 1990 ; Briquet, 1997 ; Sawicki, 1997), ou encore la formation de coalitions réformatrices dans tel ou tel domaine des politiques publiques (e. g. Topalov, 1994 ; Mathiot, 1996). Si l’ambition théorique de ce type de travaux est généralement moins large, elle n’en existe pas moins dans de nombreux cas même si elle se spécifie par un souci marqué d’ancrer la théorie dans les données d’observation, conformément à que Barney Glaser et Anselm Strauss (1967) ont baptisé la “grounded theory”.

Cette classification idéaltypique à vocation purement méthodologique, en dépit de tous ses défauts, a l'avantage de se substituer au triptyque habituel recherches qualitatives, quantitatives, comparatives, lequel est souvent plus apte à qualifier les méthodes concrètes utilisées à différents moments d'une même recherche qu'à apprécier celle-ci dans son ensemble selon son orientation principale (Passeron, 1995, p. 29-42). En effet, la combinaison des méthodes est de plus en plus souvent la règle : nombreux sont les chercheurs qui n'hésitent pas à recueillir des données quantitatives au cours d'un travail monographique à l'instar de plus en plus d'ethnologues des sociétés contemporaines (Weber, 1995 ; Bromberger, 1995) ou à associer le traitement statistique d'une population avec une série d'entretiens auprès de certains de ses membres (Michelat et Simon, 1977). De plus, les techniques autorisent désormais à traiter qualitativement les données quantitatives, à l'image de l'analyse factorielle qui permet de croiser un nombre très important de variables sur un nombre limité de cas, et à quantifier aisément des données qualitatives : c'est le cas lorsqu'est utilisée, par exemple, l'algèbre booléenne en politique comparée (Ragin, 1987) ou que sont traités statistiquement des discours, des entretiens, des réseaux de relations, des questions ouvertes ou encore des images.

La taxinomie qualitatif / quantitatif / comparatif a surtout pour conséquence d'occulter le lien indissociable entre le mode et le niveau d'analyse, les techniques de recherche n'étant pas en elles-mêmes univoques. Ainsi la méthode comparative est employée par des chercheurs qui comparent soit des unités vastes réduites à des configurations simplifiées de variables, soit des unités restreintes appréhendées de la manière la plus complète possible par rapport à la problématique de recherche adoptée. Elle sert plutôt, dans le premier cas, à tester des hypothèses causales transhistoriques et, dans le second, à spécifier la particularité de chaque cas (Badie et Hermet, 1990). De même, la monographie locale relève du "macrologique / microscopique" si le terrain est conçu comme une société ou une culture en miniature qu'il s'agit simplement d'étudier en profondeur, et du "micrologique / microscopique" si, au contraire, celui-ci est appréhendé comme une configuration originale par rapport à laquelle il faut comprendre les logiques des acteurs locaux. Enfin, il a été souligné à diverses reprises que les entretiens, présentés souvent comme la méthode qualitative par excellence, pouvaient parfaitement être menés, à l'instar des sondages, de manière "industrielle", et faire l'objet d'un traitement qui s'apparente à l'analyse de variables (Beaud, 1996).

En résumé, notre taxinomie permet de dégager le régime de généralisation spécifique à chaque cas (induction vs déduction) et d'apprécier en conséquence la cohérence entre matériau de recherche et théorie ; elle incite en outre à spécifier les objectifs propres à chaque démarche. En effet, comme le souligne Charles Ragin, si tous "*les chercheurs en sciences sociales cherchent à identifier l'ordre et la régularité dans la complexité de la vie sociale et essaient de lui donner un sens*" (1992, p. 31), bien d'autres buts les orientent : tester des théories, collecter de l'information en profondeur pour explorer la diversité

du monde social ; donner la parole à ceux qui n'en ont pas ; prévoir l'avenir ; interpréter des événements singuliers ; proposer de nouvelles théories. Selon l'objectif mis en avant, les stratégies de recherche vont différer. Or, on pourrait aisément montrer qu'à chaque pôle de notre schéma correspondent bien souvent des buts partiellement propres.

III - LA PORTÉE DU MICROSCOPE EN SOCIOLOGIE POLITIQUE

Ce rappel devrait contribuer à tordre le cou à l'idée encore trop souvent répandue en science politique de la supériorité du "macroscopique" sur le "microscopique". Comme le montrent les exemples cités, le second n'interdit pas moins la généralisation (donc la théorisation) que le premier. Seules ses modalités diffèrent dans les deux cas : les perspectives microscopiques induisent le général à partir du particulier, les perspectives macroscopiques déduisent le particulier du général (Desrosières, 1989). La pertinence de chaque méthode doit en fait être appréciée par rapport à l'objet et à l'objectif concrets de la recherche⁸. Les récents courants qui, en ethnologie, en histoire et en sociologie, revendiquent explicitement une approche microscopique — quelle que soit par ailleurs leur degré d'homogénéité⁹ —, illustrent fort bien ce lien existant entre questionnement et méthode. Les débats qu'ils ont provoqués ont conduit à une mise au point salutaire que le sociologue Bernard Lahire a récemment résumé avec force et clarté : *"Les différentes constructions de l'objet ne parlent pas des mêmes choses et ne peuvent prétendre — quoi qu'en disent leurs défenseurs — rendre raison des mêmes réalités. À chaque échelle de contexte correspondent un ordre de complexité et d'informations pertinentes qui ne sont pas ceux que travaillent d'autres chercheurs à partir d'autres échelles. Aucune théorie, aucune construction de l'objet ne permettra jamais d'accéder aux pratiques réelles, au réel tel qu'en lui-même."* (Lahire, 1998, p. 246). Les acquis de ces recherches et de ces débats permettent en outre de cerner les domaines pour lesquels les approches microscopiques se révèlent le plus adéquates. Jacques Revel (1996) a tenté de les spécifier dans une synthèse récente destinée principalement aux historiens. On s'inspirera partiellement de cette démarche pour définir de manière très générale, et sans prétendre à l'exhaustivité, les principaux objets politologiques que les approches microscopiques invitent à réinterroger sinon à construire.

8. Ce point est également souligné par Jean-Claude Passeron, qui remarque notamment que *"quelques cas peuvent suffire à créer le cadre théorique de nouvelles observations qui n'auraient pu être conceptualisées et ne pourraient être menées ou prolongées sans la découverte de ces «cas» privilégiés."* (1995, p. 32)

9. Parmi les plus influents, on retiendra notamment la "description dense" (*thick description*) de Clifford Geertz (1973 et 1986) en anthropologie, l'interactionnisme symbolique (Blumer, 1969), l'ethnométhodologie (Garfinkel, 1967) et la *network analysis* (Scott, 1991) en sociologie, la *microstoria* (Ginzburg et Poni, 1981 ; Levi, 1992) et l'*Alltagsgeschichte* (Lütke, 1994) en histoire.

A) La production des affiliations et des identités sociales et politiques

Ce premier objet comporte en fait deux aspects : d'une part, l'étude des processus concrets par lesquels se produisent ou se retraduisent localement (sur un territoire, dans une organisation, au sein d'un groupe professionnel, dans un mouvement social...) des identités collectives (identités de classe, partisans, professionnelles, ethniques, nationales...) ¹⁰ ; d'autre part, l'étude des usages que les acteurs sociaux font de ces identités collectives en situation (e.g. Melucci, 1988 ; Corcuff, 1991). C'est peut-être Italo Calvino, dans *La journée d'un scrutateur*, qui a involontairement le mieux défini les contours de ce programme de recherche, à partir de l'exemple du communisme : "*Le mot « communisme », écrit-il [...] chacun, selon ses connaissances ou son expérience, est conduit à [lui] attribuer des valeurs différentes, mieux ; opposées ; il nous resterait alors à préciser toujours davantage, à définir le rôle de ce parti-là dans cette situation historique-là, dans l'Italie de ces années-là, et la façon qu'avait Amerigo de lui appartenir.*" Contrairement aux apparences, cette ambition ne débouche pas sur une régression à l'infini, mais conduit à mieux comprendre les conditions mêmes du succès ou du déclin de certaines identités collectives et bien sûr des organisations qui les portent. Nous avons la faiblesse de croire par exemple que bien des débats sur les "causes" du vote pour tel ou tel parti et les "raisons" de l'électeur se trouveraient sans doute clarifiés si davantage de politistes se penchaient sur la diversité des significations pratiques du vote (y compris le sens prêté à l'acte de vote lui-même) et les modalités concrètes du "choix" électoral.

B) La production des institutions et des règles institutionnelles

De manière analogue, l'échelle microscopique conduit à réinterroger la production ou l'appropriation des règles par les acteurs sociaux. La mise en évidence de cette appropriation à travers des observations *in situ* est sans doute un des principaux acquis de la sociologie des organisations, au point que certains de ses spécialistes, tel Ehrard Friedberg (1993), ont pu aller jusqu'à nier l'existence des organisations en dehors des contextes d'interaction. À partir d'inspirations en partie différentes, divers travaux consacrés à la genèse de certaines institutions — président de la République (Lacroix et Lagroye, 1992), Région (Nay, 1997), État-Nation (e.g. Levi, 1988 ; Sahlins, 1994 ; Windler, 1997) — ont exploré fructueusement cette voie, en montrant comment, pour reprendre les termes d'Olivier Nay, "*l'institution s'exprime*

10. "À la mise en œuvre de systèmes classificatoires fondés sur les critères explicites (généraux ou locaux), la microanalyse substitue une prise en compte des comportements à travers lesquels les identités collectives se constituent et se déforment. Cela n'implique pas que l'on ignore ni que l'on néglige les propriétés « objectives » de la population étudiée, mais qu'on les traite comme des ressources différentielles dont l'importance et la signification doivent être évaluées dans les usages sociaux dont elles font l'objet — c'est-à-dire dans leur actualisation" (Revel, 1996, p. 25).

concrètement comme un phénomène localisé dont les formes sociales ne peuvent être saisies que situées dans le temps et dans l'espace" (1997, p. 19). Ils ont établi que la mise en évidence de la fluidité des règles et des rôles institutionnels, au-delà de leur "état naissant" (François, 1996), n'est pas antinomique avec une réflexion sur leur stabilisation, mais que les mécanismes de cette stabilisation doivent eux aussi être en partie saisis microsociologiquement. Ainsi, un des apports majeurs des "micro-historiens" au renouvellement de l'analyse de la genèse de l'État moderne est sans doute d'avoir montré que celui-ci étend son influence non pas contre ou en dépit d'intérêts locaux ou particularistes, mais parce qu'il se laisse pénétrer de toute part par ceux-ci¹¹.

C) Les effets structurants des conjonctures et des événements politiques

Dans la tradition anthropologique, la focalisation sur une ou quelques biographies, sur un épisode, un rite ou sur un site territorial ou institutionnel précis, a souvent été conçue comme une des voies d'accès privilégiée à la culture d'un groupe. L'analyse du combat de coqs balinais par Clifford Geertz (1983) en est une des illustrations les plus célèbres. Il y montre que le combat de coqs est "une simulation de la matrice sociale, du réseau de groupements extrêmement solidaires, tout imbriqués et enchevauchés, dans lesquels vivent ses fervents : villages, groupes de parenté, compagnies d'irrigation, assemblées de fidèles des temples, «castes»" (p. 194). Les manières de se vêtir, de se nourrir, d'habiter, les rituels ordinaires ou sacrés ont, depuis, été massivement décortiqués par les historiens comme autant de signifiants culturels ou de traces des rapports de domination du passé¹².

C'est peut-être pourtant davantage comme révélatrices des processus de structuration plutôt que des structures, que les méthodes microscopiques sont les plus à mêmes d'entraîner une révision de notre appréhension habituelle des phénomènes politiques. Ainsi, l'analyse approfondie de certains événements historiques (révolution, guerre, crise politique...), au moyen d'un procédé, qu'à la suite de l'historien suisse Andreas Suter, on pourrait appeler un "ralenti" (*Zeitlupe*), à savoir "un double mouvement à la fois d'agrandissement dans l'espace (zoom) et de ralentissement dans le temps focalisant l'attention sur tels et tels personnages" (Suter, 1997, p. 559), conduit non seulement à remettre en question les schémas causaux les plus déterministes, mais à mettre en relation la dynamique de l'événement avec l'émergence de nouvelles représentations et de nouvelles règles du jeu.

L'étude détaillée, par Timothy Tackett (1997), de la manière dont les députés ont vécu sur le moment les premiers mois de l'Assemblée nationale

11. La persistance de différentes formes de clientélisme dans les sociétés modernes fournit une autre illustration de ce phénomène (Briquet et Sawicki, 1998).

12. On se contentera de citer ici le magnifique texte de Jacques Le Goff sur "le rituel symbolique de la vassalité" (1977).

révolutionnaire de 1789, en fournit un bel exemple. Elle établit que c'est la dynamique des événements et les effets imprévus des interactions entre les différents protagonistes, plutôt que les représentations et les croyances initiales des députés, qui entraînent la constitution de l'Assemblée nationale, l'adoption de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen et l'abolition des privilèges. Venus à Versailles pour obtenir un allègement de la pression fiscale et non, dans leur écrasante majorité, pour bouleverser les principes de l'ordre établi, les résistances nobiliaires, les atermoiements du roi, le soutien populaire ont progressivement enhardi les députés du Tiers et fait naître chez eux le sentiment d'être les "vrais" représentants de la Nation et d'être autorisés à refaçonner les règles collectives. Alors que de nombreuses monographies locales ou régionales ont depuis longtemps battu en brèche le modèle simpliste d'une révolution partout anti-aristocratique et permis de prendre la mesure de l'enchevêtrement complexe d'intérêts et d'idéaux dont elle est le produit (e.g. Bois, 1971 ; Tilly, 1970), des recherches comme celles de T. Tackett ne se contentent pas de braquer les projecteurs sur les logiques propres au site parisano-versaillais, mais donnent accès à la compréhension des logiques pratiques de production des nouvelles normes collectives, qui feront certes par la suite l'objet de réappropriations multiples, mais fonctionneront bel et bien comme des contraintes nouvelles avec lesquelles il faudra composer¹³.

D) L'imbrication des espaces politiques

Ces développements amènent logiquement au quatrième objet que les approches microscopiques conduisent à réinterroger : l'imbrication des espaces politiques. Les activités politiques ont longtemps été pensées, par les politistes comme par les acteurs eux-mêmes, à travers les catégories du local et du national, du périphérique et du central, auxquelles il faut adjoindre la dimension englobante de l'international. Ce schéma a produit des divisions disciplinaires entre spécialistes de la petite, de la grande et de la très grande politique, dommageables dès lors qu'elles ont amené à laisser de côté l'imbrication de ces différents niveaux de la politique. Ce terrain n'est certes pas vierge : les travaux du Centre de sociologie des organisations ont, par exemple, abondamment montré que les décisions politiques gouvernementales étaient renégociées localement, souvent avec la complicité de l'administration déconcentrée. Le récent développement des observations *in situ* de l'exercice du métier politique (*Politix*, 1994b) et des champs politiques locaux a, de son côté, permis de mettre en évidence non seulement la persistance de "micro-cultures" politiques locales, mais surtout les logiques et les pratiques composites à

13. Le récent ouvrage de Brigitte Gaiti (1998) qui s'efforce d'expliquer l'apparition, au cours du printemps 1958, d'une conjoncture charismatique propice au retour du Général de Gaulle au pouvoir, en reconstituant l'enchaînement pratique des interactions politiques sous la IVe République, nous semble aller tout à fait dans ce sens. Il constitue à bien des égards un modèle pour tous ceux qui s'efforceront à l'avenir de renouveler la traditionnelle étude de la vie politique.

travers lesquelles se maintiennent les espaces politiques locaux (e. g. Abélès, 1989 ; Hastings, 1991 ; Lagroye, 1993 ; Retière, 1994 ; Sawicki, 1997 ; Briquet, 1997). Si l'on s'en tient au cas de la France, on n'est cependant encore loin d'avoir tiré toutes les conclusions pour la compréhension du fonctionnement d'ensemble de notre système politique (celui des institutions parlementaires aussi bien que celui des partis politiques ou des groupes d'intérêt), de la forte territorialisation de la compétition politique hexagonale. L'évolution des recherches consacrées à l'action publique territoriale dans le contexte nouveau de la décentralisation montre à certains égards la voie à suivre. En soulignant la fluidité des règles et des acteurs concernés et en insistant par conséquent sur l'importance des mécanismes d'échange et de négociation, celles-ci conduisent à réhabiliter les approches localisées et à définir des types de configurations locales pesant sur les politiques publiques adoptées, ainsi que l'a bien montré une étude récente du CERTOP de Toulouse à propos des politiques de reconversion industrielle (Beslay *et al.*, 1998).

E) L'intrication du social et du politique

On en vient logiquement au dernier champ de recherche renouvelé par les perspectives microscopiques : la vieille question de l'"autonomie relative" du politique. On ne peut manquer d'établir ici aussi un parallèle entre la mise en évidence, par certaines monographies locales récentes, de la fluidité des réseaux politiques (Abélès, 1989 ; Sawicki, 1997), et certaines recherches entreprises par des spécialistes des politiques publiques sur la production des décisions publiques ou sur les changements de référentiel d'action à partir d'une tentative de repérage des réseaux d'acteurs pertinents (Le Galès et Thatcher, 1994 ; Gaudin, 1996). Si les objectifs et la manière d'appréhender empiriquement les réseaux sont différents, c'est bien à partir de méthodes inspirées de l'anthropologie sociale et de la microscologie qu'est abordée, dans les deux cas, la question des liens entre le social et le politique. Ces liens ne sont plus pensés en effet sous la forme de relations entre des macrostructures ou des collectifs réifiés, mais sous la forme de relations entre des représentants de groupes dont la collusion repose sur des croyances et des intérêts partagés prenant forme en certains lieux bien précis.

La liste des questions que permettent d'explorer les méthodes microscopiques, qu'elles se situent sur le plan macrologique ou micrologique, est loin d'être épuisée. Chacun la complétera en fonction de ses propres préoccupations de recherche. Ce bref recensement vise simplement à rappeler que si le microscope n'est pas une panacée¹⁴, il peut contribuer à éclairer certains aspects encore méconnus de la réalité politique. Rappelons le, celui-ci ne bénéficie dans notre esprit d'aucun privilège particulier mais doit être conçu, pour

14. On se gardera ainsi de suivre certains sociologues, tels Randall Collins (1981) ou Fredrik Barth (1981), pour qui les phénomènes macrologiques ne peuvent être analysés que comme agrégat de situations d'interaction.

reprendre l'analogie cartographique proposée par Bernard Lepetit (1996), comme une "échelle" parmi d'autres possibles. Or, comme le remarque l'ancien rédacteur en chef des *Annales* : "*Les conclusions qui résultent d'une analyse menée à une échelle particulière ne peuvent être opposées aux conclusions obtenues à une autre échelle. Elles ne sont cumulables qu'à condition de tenir compte des niveaux différents auxquels elles ont été établies*" (p. 93, souligné par nous).

Étudier, par exemple, la professionnalisation politique en France consécutive à la mise en place du suffrage universel, à partir des comptes de campagne d'un candidat pour lequel les sources disponibles sont d'une richesse exceptionnelle, comme le fait Éric Phélippeau à propos du Baron de Mackau (1995), n'a pas plus, mais pas moins non plus, de pertinence qu'analyser ce phénomène à partir d'une analyse statistique des propriétés sociales des hommes politiques de l'époque. Chaque perspective éclaire un niveau particulier de la réalité sociale : l'approche macroscopique met en lumière les évolutions structurelles induites par l'ouverture du marché des postes électifs, tandis que l'approche microscopique (en l'occurrence biographique) souligne les stratégies adoptées par les notables d'hier pour s'y adapter et en apprivoiser les contraintes. Ces deux approches apparaissent finalement complémentaires : la première devrait en effet conduire à affiner les questionnaires (au deux sens du terme) utilisés dans les enquêtes quantitatives, par exemple, en récusant l'association entre appartenance à la noblesse et entreprise politique notabiliaire, et la seconde devrait permettre de spécifier l'espace de validité de cette étude de cas. Elles contribuent plus généralement l'une et l'autre à appréhender ce qu'Anthony Giddens (1987) nomme la "*dualité du structurel*", c'est-à-dire l'idée selon laquelle "*les propriétés structurelles des systèmes sociaux sont à la fois le médium et le résultat des pratiques qu'elles organisent de façon réursive*" (p. 75).

IV - LA MÉTHODE COMPARATIVE OU COMMENT CONJURER LES RISQUES DE L'ENFERMEMENT SUR LE TERRAIN ET DE LA GÉNÉRALISATION ABUSIVE

Pour terminer, nous voudrions revenir sur deux des principales critiques adressées aux méthodes microscopiques, en partie pour les récuser, en partie pour proposer un moyen de les éviter, en nous appuyant principalement sur nos propres travaux (Sawicki, 1997). Il s'agit de la difficulté à valider la généralisation à partir d'une étude de cas et du risque d'enfermement ou de régression monographique qu'elle comporte. Nous souhaitons rappeler ici que, si on laisse de côté toutes les recherches dont l'objectif est simplement d'expliquer ou de comprendre une action, une situation ou un épisode précis sans souci explicite de modélisation ou de théorisation, les études de cas qui ont une prétention généralisante s'appuient en fait la plupart du temps sur un usage, plus ou moins systématique, de la comparaison. Ainsi parviennent-elles

à définir non pas leur représentativité — cela n'aurait aucun sens — mais leur zone de validité.

Les manières dont s'articulent étude de cas et comparaison sont multiples et pas forcément spécifiques. Comme le note Jean-Claude Passeron, "*coextensive à toutes les argumentations d'une enquête, la comparaison habite de bout en bout son espace mental, elle opère en chacun des rapprochements et contrastes idéal-typiques qui organisent un langage historique, intervenant, dès la construction des faits, dans la description du plus menu des «états de choses»*. Les «petits» objets ne vont pas plus de soi que les «gros» : ils ne se catégorisent et ne se conceptualisent que par comparaisons" (1995, p. 42). La comparaison intervient d'abord au commencement de l'investigation, dans l'élaboration du cadre analytique provisoire qui va guider la délimitation du terrain et le recueil des premières données. En effet, le choix d'un terrain, au sens le plus large du terme, et l'élaboration des hypothèses de départ ne sauraient en aucun cas être aléatoires ou commandés exclusivement par de simples commodités pratiques, mais sont conditionnés par l'état du (ou des) sous-champ(s) disciplinaire(s) dans le(s)quel(s) s'inscrit la recherche.

Dans notre enquête sur les réseaux du parti socialiste, la lecture des monographies locales consacrées à d'autres groupements politiques et celle de l'ensemble des travaux sur le parti socialiste ont ainsi largement contribué à définir les questions de départ : pourquoi et comment le P.S., présenté dans les enquêtes à visée globalisante fondées sur la sociographie de ses militants ou de ses électeurs, comme le parti des classes moyennes salariées, parvient-il encore à mobiliser des fractions importantes du monde ouvrier et des professions indépendantes (agriculteurs, artisans, commerçants, petits patrons) ? pourquoi l'influence électorale du P.S. se maintient ou augmente dans telle zone et décline ailleurs ? comment rendre compte de la diversité des principes d'agrégation aux courants du parti et des pratiques militantes que laissent de côté les ouvrages généraux qui lui sont consacrés ? quels liens concrets entretiennent les responsables du parti avec ceux d'autres organisations extra-partisanes ?...

Ces questions de départ traduisaient une volonté de réancrer l'étude des organisations politiques dans leur contexte social comme divers chercheurs avaient commencé à le faire, à partir de la seconde moitié des années soixante-dix, à propos du P.C.F. Ces travaux nous poussaient logiquement vers l'analyse localisée. Restait à choisir le terrain : ville, agglomération, circonscription, bassin d'emploi, département, région, nous avions l'embarras du choix. Le département a été retenu non seulement parce qu'il demeure, avec la commune, le principal cadre de la compétition politique et partisane, mais aussi parce que, dans le cas spécifique du parti socialiste, la "fédération" est, depuis les origines de la S.F.I.O., un référent-clé. Il est important de préciser que le choix de plusieurs terrains départementaux ne s'est pas imposé à ce stade de la recherche. Celle-ci s'est d'abord déroulée dans le seul département du Pas-de-Calais, choisi en raison même de son caractère exceptionnel et

en fort décalage par rapport aux autres sites du P.S. Fédération se présentant et étant considérée comme “ouvrière”, “militante”, peu traversée par les “querelles de courant”, regroupant de nombreux bastions historiques du socialisme, le Pas-de-Calais offrait un terrain privilégié pour qui s’intéressait comme nous au poids des configurations locales et au lien entre le social et le politique.

Guidée par ces questions très générales et par les exemples de travaux existant sur des objets analogues, l’enquête pouvait commencer, selon un protocole conforme à celui de beaucoup d’études de terrain, à savoir le recueil du plus de données possibles le concernant sans restriction *a priori*. La force de la monographie réside précisément dans cette connaissance approfondie qui permet de tester un grand nombre d’interprétations. Aucune hypothèse ne doit donc être rejetée dès le départ : la mise au point des hypothèses et des catégories d’analyse, ainsi que la sélection des épisodes et des acteurs pertinents s’effectuent au cours de la recherche. Là où les études quantitatives ou certaines enquêtes fondées sur des entretiens abordent le terrain avec une grille pré-définie, objectivée dans le questionnaire puis le codage, l’enquête de terrain élabore et modifie progressivement ses hypothèses en fonction des données engrangées (Glaser et Strauss, 1967).

Concrètement, notre première enquête de terrain dans le Pas-de-Calais s’est donc déroulée en huit temps principaux en partie enchevêtrés : 1. définition d’un questionnement volontairement très général (cf. *supra*) ; 2. accumulation de données concernant la composition de la population, sa répartition géographique, ses modes de vie, les activités économiques dominantes ; 3. parallèlement, lecture de tous les ouvrages, articles, documents, résultats électoraux concernant l’histoire politique et sociale départementale ; 4. enquête de type ethnographique fondée sur des entretiens informels auprès de quelques contacts privilégiés, sur la participation à certaines réunions publiques et sur le dépouillement exhaustif de la presse partisane pour repérer les grandes scissions de l’histoire locale du parti, ses principales lignes de clivage et ses pratiques militantes et organisationnelles ; 5. enquête sur les propriétés sociales du personnel dirigeant destinée à vérifier certaines intuitions de recherche concernant notamment le poids des enseignants, la continuité avec l’ancienne S.F.I.O., l’ancrage associatif et syndical des élus et à pallier le manque de temps pour mener à bien un nombre suffisant d’entretiens ; 6. délimitation d’épisodes, de sites et de groupes d’acteurs pertinents ou emblématiques à partir de la mise en regard des différents types de données recueillies ; 7. première interprétation, élaboration de concepts spécifiques (réseau, milieu partisan, identité partisane, homogénéisation, emboîtement des structures politiques) ; 8. mise en récit.

Cette première enquête débouchait sur trois résultats : sur le plan empirique, elle proposait un ensemble articulé d’explications de la singularité de la fédération du Pas-de-Calais ; sur le plan méthodologique, elle validait la

richesse d'une étude de terrain ; sur le plan théorique, elle proposait une grille d'analyse nouvelle des mobilisations partisans. Fallait-il s'en tenir là ? Fallait-il passer à l'étude d'un autre parti politique ? Fallait-il se lancer dans la rédaction d'un ouvrage général proposant une nouvelle approche des partis politiques ou fallait-il aller plus loin et éprouver ce modèle interprétatif dans d'autres sites du même parti ? Tel était le dilemme auquel nous étions confronté une fois cette première recherche achevée. Les caractéristiques mêmes du site initialement choisi, c'est-à-dire son exceptionnalité revendiquée et historiquement construite, l'expérience et les connaissances accumulées sur le P.S. nous ont poussé sur la voie d'une comparaison cette fois explicite. Cette option impliquait de retenir des cas suffisamment contrastés. Deux autres fédérations furent finalement choisies : le Var et l'Ille-et-Vilaine¹⁵. *A posteriori*, nous ne pouvons que nous féliciter de l'orientation adoptée. Les savoir-faire acquis au cours de la première étude de terrain ont facilité l'investigation des deux autres, tandis que ces nouvelles explorations conduisaient à abandonner certains concepts, à revenir sur des données précédemment non exploitées, en un mot à peaufiner notre grille d'analyse tout en éprouvant son adaptabilité à des configurations diverses.

La comparaison a donc rempli un double office : sur le plan empirique, elle a conduit à mieux cerner les caractéristiques spécifiques de chaque cas étudié, mais aussi à repérer certains traits communs aux différents sites ; sur le plan théorique, elle a permis d'affiner un modèle d'analyse sociologique des organisations et des mobilisations partisans. Par son souci de discuter et de rectifier ou de préciser les interprétations générales définies à partir d'enquêtes fondées sur la sociographie des électeurs, cadres ou dirigeants nationaux socialistes ou sur l'histoire organisationnelle, institutionnelle et/ou programmatique et idéologique du P.S., notre travail n'aboutit en effet pas simplement à exemplifier des processus généraux (en éclairant, par exemple, la forme que prennent les courants ou les relations avec les syndicats et les associations ici ou là), à leur donner chair, mais aussi à reconsidérer la conception même que se font souvent certains politistes des partis politiques. Le parti socialiste, au final, apparaît non plus comme une organisation hiérarchisée et distincte de son environnement, mais comme un emboîtement de réseaux et d'usages que les instances du parti, locales aussi bien que nationales, s'efforcent en permanence et par divers biais d'homogénéiser.

Cette approche a fait ainsi surgir des questions nouvelles à propos des partis politiques laissées jusqu'alors de côté : comment s'articulent concrètement les liens entre organisations partisans, électeurs et groupes d'intérêt ? comment les changements sociaux qui affectent les réseaux d'influence des partis se traduisent-ils au sein de leur organisation et dans leur recrutement ? comment les porte-parole et les élus combinent-ils leurs propres intérêts de carrière, celui des membres des réseaux qui les soutiennent et ceux du parti dans

15. Sur les raisons de ce choix, cf. Sawicki, 1997, chap. 2.

son ensemble ? comment certains dirigeants parviennent-ils, dans ces conditions, à agréger des forces aussi disparates et pourquoi, à d'autres moments, n'y parviennent-ils pas ou plus comme on l'a vu récemment au sein du Front national ? Ces quelques questions ne trouvent certes pas toutes leurs réponses dans des démarches de recherche microscopiques, mais elles n'ont pu être élaborées que grâce à elles. Ce faisant cet exemple illustre la nécessité d'apprécier la valeur des recherches empiriques par rapport à un état donné du savoir sur une question et non par rapport à des *a priori* épistémologiquement infondables.

BIBLIOGRAPHIE

- Abèlès (M.), 1989, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob.
- Abèlès (M.), 1990, *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin.
- Alexander (J. C.), Giesen (B.), 1987, "From Reduction to Linkage : The Long View of the Micro-Macro Debate", in Alexander (J. C.) et al. (eds), *The Micro-Macro Link*, op. cit., pp. 1-42.
- Alexander (J. C.), Giesen (B.), Munch (R.), Smelser (N. J.) (eds), 1987, *The Micro-Macro Link*, Berkeley, University of California Press.
- Badie (B.), Hermet (G.), 1990, *Politique comparée*, Paris, PUF, 1ère partie : "La construction de la comparaison", pp. 15-124.
- Barth (F.), 1981, *Process and Form in Social Life*, Londres, Routledge & Kegan Paul.
- Berlivet (L.), Sawicki (F.), 1994, "La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre", *Politix*, 34, pp. 111-142.
- Beaud (S.), 1996, "L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique", *Politix*, 35, pp. 226-257.
- Becker (H. S.), 1992, "Cases, Causes, Conjectures, Stories, Imagery", in Ragin (C. C.), Becker (H. S.) (eds), *What is a Case ?*, op. cit., pp. 205-216.
- Beslay (D.), Grossetti (M.), Taulelle (F.), Salles (D.), Guillaume (R.), Daynac (M.), 1998, *La construction des politiques locales. Reversions industrielles et systèmes locaux d'action publique*, Paris, L'Harmattan.
- Blau (P.), 1988, "Constrasting Theoretical Perspectives", in Alexander (J.) et al. (eds), *The Micro-Macro Link*, op. cit., pp. 71-85.
- Blumer (H.), 1969, *Symbolic Interactionism*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- Bois (P.), 1971, *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion, coll. Champs (1ère éd. 1960).
- Braud (Ph.), 1980, *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, PUF.
- Briquet (J.-L.), 1997, *La tradition en mouvement. Le clientélisme politique en Corse*, Paris, Belin.

Briquet (J.-L.), Sawicki (F.), 1989, "L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ?", *Politix*, 7/8, pp. 6-16.

Briquet (J.-L.), Sawicki (F.) (dir.), 1998, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF.

Bromberger (C.), 1987, "Du grand au petit. Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France", in Chiva (I.), Jeggle (U.) (eds), *Ethnologues en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Éditions de la MSH, pp. 67-94.

Bromberger (Ch.), 1995, *Le match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*, Paris, Éditions de la MSH.

Cherkaoui (M.), 1997, "Le réel et ses niveaux : peut-on toujours fonder la macrologie sur la micrologie ?", *Revue française de sociologie*, 38 (4), pp. 497-524.

Collins (R.), 1981, "On the Micro-foundations of Macro-sociology", *American Journal of Sociology*, 86 (5), pp. 984-1014.

Collier (D.), 1993, "The Comparative Method", in Finifter (A. W.) (ed.), *Political Science : The State of Discipline II*, American Political Science Association, pp. 105-119.

Corcuff (Ph.), 1991, "Le catégoriel, le professionnel et la classe : usages contemporains de formes historiques", *Genèses*, 3, pp. 55-72.

Desrosières (A.), 1989, "L'opposition entre deux formes d'enquête : monographie et statistique", *Cahiers du CEE*, Paris, PUF, pp. 1-9.

Dobry (M.), 1986, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP.

Donegani (J.-M.), 1993, *La liberté de choisir. Pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*, Paris, Presses de la FNSP.

Easton (D.), 1974, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin (1ère éd. 1965).

Elias (N.), 1975, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy (1ère éd. 1939).

Foucault (M.), *La volonté de savoir. Histoire de la sexualité*, Vol. 1, Paris, Gallimard.

François (B.), 1996, *Naissance d'une Constitution. La Cinquième République. 1958-1962*, Paris, Presses de Sciences po.

Friedberg (E.), 1993, *Le pouvoir et la règle. Dynamique de l'action organisée*, Paris, Seuil.

Gaïti (B.), 1998, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République*, Paris, Presses de Sciences po.

Garfinkel (H.), 1967, *Studies in Ethnomethodology*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.

Gaudin (J.-P.) (ed.), 1996, *La négociation des politiques contractuelles*, Paris, L'Harmattan.

Gaxie (D.), 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.

Geertz (C.), 1973, "Thick Description. Towards an Interpretative Theory of Culture", in Id., *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, pp. 3-30.

Geertz (C.), 1983, "Jeu d'enfer. Notes sur le combat de coqs balinais", in Id., *Bali : interprétation d'une culture*, Paris, Gallimard, pp. 165-215 (1ère éd. 1972).

Geertz (C.), 1986, *Savoir local, savoir global*, Paris, PUF (1ère éd. 1983).

Gellner (E.), 1989, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot (1ère éd. 1983).

Giddens (A.), 1987, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF (1ère éd. 1984).

Ginzburg (C.), Poni (C.), 1981, "La micro-histoire", *Le Débat*, 17, pp. 133-136.

Glaser (B. G.), Strauss (A. L.), 1967, *The Discovery of Grounded Theory : Strategies for Qualitative Research*, Hawthorne, Aldine de Gruyter (trad. partielle : "La production de la théorie à partir des données", *Enquête*, 1995, 1, pp. 183-195).

Hastings (M.), 1991, *Halluin la rouge : 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire : singularités écologiques et stratégies d'implantation*, Lille, Presses universitaires de Lille.

Inglehart (R.), 1993, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica (1ère éd. 1990).

Knorr-Cetina (K.), "The Micro-sociological Challenge of Macro-sociology : Towards a Reconstruction of Social Theory and Methodology", in Knorr-Cetina (K.), Cicourel (A. V.) (eds), *Advances in Social Theory...*, op. cit., pp. 1-48.

Knorr-Cetina (K.), Cicourel (A. V.) (eds), 1981, *Advances in Social Theory and Methodology. Toward an Integration of Micro and Macro-Sociologies*, Boston, Londres et Henley, Routledge & Kegan Paul

Lacroix (B.), Lagroye (J.) (dir.), 1992, *Le président de la République : usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la FNSP.

Lagroye (J.), 1973, *Société et politique : Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pedone.

Lagroye (J.), 1993, "De l'«objet local» à l'horizon local des pratiques", in Mabileau (A.) (dir.), *À la recherche du "local"*, Paris, L'Harmattan, pp. 166-182.

Lahire (B.), 1998, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan.

Le Galès (P.), Thatcher (M.) (dir.), 1994, *Les réseaux de politique publique. Débat autour des policy networks*, Paris, L'Harmattan.

Le Goff (J.), 1977, "Le rituel symbolique de la vassalité", in Id., *Pour un autre Moyen âge. Temps, travail et culture en Occident : 18 essais*, Paris, Gallimard, pp. 349-420.

Lepetit (B.), 1996, "De l'échelle en histoire", in Revel (J.) (dir.), *Jeux d'échelles...*, op. cit., pp. 71-94.

Levi (G.), 1989, *Le Pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle*, Paris, Gallimard, préface de J. Revel (1ère éd. 1985).

- Levi (G.), 1992, "On Microhistory", in Burke (P.) (ed.), *New Perspectives on Historical Writing*, Oxford, Polity Press, pp. 93-113.
- Lijphart (A.), 1971, "Comparative Politics and the Comparative Method", *American Political Science Review*, 65 (3), pp. 682-693.
- Loiseau (D.), 1996, *Femmes et militantismes*, Paris, L'Harmattan.
- Lüdtke (A.), 1994, "Qu'est-ce que l'histoire du quotidien et qui la pratique ?", in Id. (ed.), *Histoire du quotidien*, Paris, Éditions de la MSH, pp. 1-38 (1ère éd. 1989).
- Luhmann (N.), 1979, *Trust and Power*, New York, John Wiley.
- Mair (P.), 1996, "Comparative Politics : An Overview", in Goodin (R. E.), Klingemann (H.-D.) (eds), *A New Handbook of Political Science*, New York, Oxford University Press, pp. 309-335.
- Mathiot (P.), 1996, *Acteurs et politiques de l'emploi dans la France des années quatre-vingt. Contribution à l'analyse sociologique des processus de décision publique*, Thèse de science politique, IEP de Paris.
- Melucci (A.), 1988, "Getting Involved : Identity and Mobilization in Social Movements", in Klandermans (B.) (ed.), *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures. International Social Movement Research*, Greenwich, JAI Press, pp. 329-348.
- Michelat (G.), Simon (M.), 1977, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP/Éditions sociales.
- Morris (A. D.), McClurg Mueller (C.) (eds), 1992, *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven et Londres, Yale University Press.
- Muxel (A.), 1986, "Chronique familiale de deux héritages politiques et religieux", *Cahiers internationaux de sociologie*, 86, pp. 255-278.
- Nay (O.), 1997, *La région, une institution. La représentation, le pouvoir et la règle dans l'espace régional*, Paris, L'Harmattan, préface de J. Lagroye.
- Passeron (J.-C.), 1995, "L'espace mental de l'enquête (I). La transformation de l'information sur le monde dans les sciences sociales", *Enquête*, 1, pp. 13-42.
- Peneff (J.), 1979, "Autobiographies de militants de la CGT/CGTU", *Revue française de science politique*, 29 (1), pp. 53-82.
- Phélippeau (É.), 1995, *Le baron de Mackau en politique. Contribution à l'étude de la professionnalisation politique*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris X (à paraître chez Belin, coll. "Socio-histoires", 1999).
- Politix. Travaux de science politique*, 1994a, "La biographie. Usages scientifiques et sociaux", 27.
- Politix. Travaux de science politique*, 1994b, "Le métier d'élu local. Jeux de rôles", 28.
- Prigogine (I.), Stengers (I.), 1986, *La nouvelle alliance. Métamorphose de la science*, Paris, Gallimard, coll. "Folio-essais" (1ère éd. 1979).
- Przeworski (A.), Teune (H.), 1970, *The Logic of Comparative Social Inquiry*, New York, Wiley.
- Ragin (C. C.), 1987, *The Comparative Method. Moving beyond Qualitative and Quantitative Strategy*, Berkeley, University of California Press.

- Ragin (C. C.), Becker (H. S.) (eds), 1992, *What is a Case ? Exploring the Foundations of Social Inquiry*, Cambridge (U.S.), Cambridge University Press.
- Ragin (C. C.), 1994, *Constructing Social Research. The Unity and Diversity of Method*, Thousand Oaks (Cal.), Pine Forge Press.
- Retière (J.-N.), 1994, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne. 1909-1990*, Paris, L'Harmattan.
- Revel (J.) (dir.), 1996, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Hautes Études/Gallimard/Seuil.
- Revel (J.), 1996, "Micro-analyse et construction du social", in Id. (dir.), *Jeux d'échelles, op. cit.*, pp. 15-36.
- Sahlins (P.), 1996, *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Paris, Belin (1ère éd. 1989).
- Sawicki (F.), 1997, *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin.
- Scott (J.), 1991, *Social Network Analysis*, Londres, Sage.
- Skocpol (T.), 1985, *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie, en Chine*, Paris, Fayard (1ère éd. 1979).
- Suter (A.), 1997, "Histoire sociale et événements historiques. Pour une nouvelle approche", *Annales HSS*, 3, pp. 543-567.
- Tackett (T.), 1997, *Par la volonté du peuple : comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel (1ère éd. 1996).
- Tilly (Ch.), 1970, *La Vendée. Révolution et contre-révolution*, Paris, Fayard.
- Topalov (C.), 1994, *Naissance du chômeur. 1880-1910*, Paris, Albin Michel.
- Touraine (A.), 1978, *La voix et le regard*, Paris, Seuil.
- Touraine (A.), Hegedus (Z.), Dubet (F.), Wieviorka (M.), 1980, *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil.
- Weber (F.), 1995, "L'ethnographie armée par les statistiques", *Enquête*, 1, pp. 153-166.
- Windler (C.), 1997, "Clientèles royales et clientèles seigneuriales vers la fin de l'Ancien régime. Un dossier espagnol", *Annales HSS*, 2, pp. 293-319.